



**Demande de permis portant sur des actes de boisement, de déboisement, d'abattage d'arbres isolés à haute tige, de haies ou d'allées, de culture de sapins de Noël, des actes d'abattage, qui portent préjudice au système racinaire ou de modification de l'aspect d'un ou plusieurs arbres, arbustes ou haies remarquables, des actes de défrichage, de modification de la végétation d'une zone dont le Gouvernement juge la protection nécessaire**

CADRE RESERVE A LA COMMUNE OU AU FONCTIONNAIRE DELEGUE

Demandeur

.....

Objet de la demande

.....

Référence dossier

.....

## Cadre 1 - Demandeur

### Personne physique

Nom : ..... Prénom : .....

N° national : .....

#### Adresse

Rue : ..... n° ..... boîte.....

Code postal : ..... Commune : ..... Pays : .....

Téléphone : .....

Courriel : .....

### Personne morale

Dénomination ou raison sociale : **ARE<sup>3</sup> Development**

Forme juridique : **Société Anonyme**

Numéro BCE : **BE 0748.761.410**

#### Adresse

Rue : **Lembergsesteenweg** n° **29** boîte/

Code postal : **9820** Commune : **Merelbeke** Pays : **Belgique**

Téléphone : **0473/130406**

Courriel : **anthony@alychlo.com**

#### Personne de contact

Nom : **PIETTE** Prénom : **Anthony**

Qualité : **Real Estate Manager**

Téléphone : **0473/130406**

Courriel : **anthony@alychlo.com**

### Auteur de projet

Nom : **Boulaïoun** Prénom : **Abdelmajid**

Dénomination ou raison sociale d'une personne morale : **MULTIPLE architecture & urbanism**

Forme juridique : **srl**

Numéro BCE : **BE 0895.037.113**

Qualité : **Architecte**

#### Adresse

Rue : **Avenue des Gaulois** n° **3** boîte

Code postal : **1040** Commune : **Etterbeek** Pays : **Belgique**

Téléphone : **+32 2 771 79 01**

Courriel : **info@multiple.be**

## Cadre 2 – Objet de la demande

Description succincte du projet :

Présenter les actes et travaux projetés et le but poursuivi par le boisement, le déboisement, l'abattage d'arbres isolés à haute tige, de haies ou d'allées, la culture de sapins de Noël, les actes d'abattage, qui portent préjudice au système racinaire ou de modification de l'aspect d'un ou plusieurs arbres, arbustes ou haies remarquables, le défrichement, la modification de la végétation d'une zone dont le Gouvernement juge la protection nécessaire

Le projet de construction de 204 logements à Durbuy prévoit plusieurs actes de déboisement et d'abattage d'arbres afin de permettre l'implantation des bâtiments et la réalisation du chantier. Les travaux prévus concernent principalement le déboisement des zones dédiées à la construction, ainsi qu'un périmètre de 7 mètres autour des bâtiments (17 bâtiments au total). Ce périmètre est nécessaire pour assurer la sécurité et l'efficacité du chantier, notamment en permettant l'installation des engins de construction et le bon déroulement des travaux.

Les arbres situés dans ces zones seront abattus de manière contrôlée, en prenant soin de préserver le plus possible les racines des arbres voisins pour limiter les impacts sur l'écosystème. Le défrichement sera également effectué pour faciliter l'accès aux engins de chantier et permettre la création des infrastructures nécessaires, tout en veillant à ce que ces interventions respectent les caractéristiques naturelles du site.

L'abattage concerne principalement des arbres isolés ou en groupe, jugés indispensables à enlever pour la construction des bâtiments, mais tout est mis en œuvre pour minimiser l'impact sur les arbres remarquables ou protégés. Les arbres remarquables ont été repérés par un géomètre et seront préservés. Des mesures compensatoires sont envisagées, notamment la reforestation et la plantation de végétation locale dans les zones non impactées par le chantier.

Ces travaux s'inscrivent dans une démarche respectueuse de l'environnement et des réglementations en vigueur, visant à préserver autant que possible le caractère forestier et paysager du site tout en permettant le développement du projet résidentiel.

Si la mise en œuvre du projet est souhaitée par phases, la description de ce phasage :

Le phasage du projet de Durbuy a été conçu pour assurer une progression ordonnée et fluide des travaux, tout en minimisant les interruptions et en respectant les contraintes du site (se référer annexe 7 Phasage des travaux). Voici un résumé du phasage des travaux :

Phase préparatoire : Cette étape consiste à préparer le terrain en réalisant les tranchées pour les réseaux impétrants (eau, électricité, télécommunications) et en créant une voirie provisoire pour permettre l'accès au chantier et avec la construction du bassin d'orage.

Phase 1 : Construction des premiers bâtiments (Versant VE1 et Belvédère BE1) situés en bas et en haut du site. Cette phase inclut l'aménagement de la nouvelle voirie et la gestion des eaux pluviales.

Phases 2 à 6 : Les travaux se poursuivent par tranches de 24 logements, alternant entre les typologies de Versants et de Belvédères. Chaque phase inclut les fondations, l'élévation des bâtiments, la connexion aux réseaux et l'aménagement des abords.

Phase 7 : Finalisation des dernières infrastructures dans le bas du site et la pose du revêtement définitif de la voirie.

Phase finale (Phase 9) : Aménagement du parc agricole et des promenades ludiques pour les habitants, avec la création d'espaces verts et des jeux récréatifs en bois.

Chaque phase est pensée pour permettre un aménagement progressif, en harmonie avec l'évolution naturelle du site, tout en offrant dès le départ des infrastructures de qualité aux futurs habitants

### Cadre 3 - Coordonnées d'implantation du projet

Rue : [rue de Saint-Amour n°/](#)

Commune : [6940 Durbuy](#)

Liste des parcelles cadastrales concernées par la demande

Si le projet concerne plus de cinq parcelles, joindre une vue en plan reprenant l'ensemble des parcelles  
[Voir plan Annexe 3 Plan cadastral](#)

	Commune	Division	Section	N° et exposant	Propriétaire
Parcelle 1					
Parcelle 2					
Parcelle 3					
Parcelle 4					
Parcelle 5					

Existence de servitudes et autres droits :

[Non](#)

### Cadre 4 - Antécédents de la demande

- Réunion de projet en date du : ....
- Certificat d'urbanisme n°1 délivré le..... à ....

- Certificat d'urbanisme n° 2 délivré le..... à ....
- Autres permis relatifs au bien (urbanisme, urbanisation, environnement, unique, implantation commerciale, intégré, ...) :  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

## Cadre 5 - Situation juridique du bien

### Liste des documents du CoDT qui s'appliquent au bien et précision du zonage

- Schéma de développement territorial si application de l'article D.II.16 du CoDT :
- Plan de secteur : Non affectée (zone blanche) et zone agricole (jaune)
- Carte d'affectation des sols : Territoire artificialisé, territoire agricole et forêts et milieux semi-naturel
- Schéma de développement pluricommunal : /
- Schéma de développement communal : /
- Schéma d'orientation local : /
- Guide régional d'urbanisme : /
- Guide communal d'urbanisme : /
- Permis d'urbanisation : ..... Lot n : .....
- Bien comportant un arbre – arbuste - une haie remarquable oui se référer plans existants n°000
- Bien soumis à la taxation des bénéfices résultant de la planification non
- Site à réaménager, site de réhabilitation paysagère et environnementale, périmètre de remembrement urbain, de rénovation urbaine, de revitalisation urbaine, zone d'initiative privilégiée : ... non

### En application du Code wallon du Patrimoine

- bien classé ou bien assimilé (inscription sur la liste de sauvegarde ou soumis provisoirement aux effets du classement) non
- bien situé dans une zone de protection d'un bien classé non
- bien classé inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie non
- bien inscrit sur la liste du patrimoine mondial ou situé dans une zone tampon non
- bien pastillé à l'inventaire régional du patrimoine non
- bien situé dans le périmètre de la carte archéologique non

## Cadre 6 – Liste et motivation des dérogations et écarts

Lorsque la demande implique une dérogation au plan de secteur ou aux normes du guide régional d'urbanisme, ou un écart à un schéma, à une carte d'affectation des sols, aux indications d'un guide d'urbanisme ou au permis d'urbanisation, la justification du respect des conditions fixées par les articles D.IV.5 à D.IV.13. du CoDT :

Se référer dérogations expliquées complètement dans la note explicative (document n°5).

### 1. Dérogation au plan de secteur : utilisation des zones agricoles

Ce projet se veut exemplaire en matière d'éviter l'étalement bâti et de préservation des paysages naturels. La construction est concentrée sur une petite portion du terrain, permettant ainsi de réduire l'imperméabilisation des sols, de maintenir les fonctions écologiques, et de créer une harmonie entre les nouvelles constructions et le cadre naturel environnant

### 2. Dérogation au CODT :

#### Dérogation aux articles D.IV.7 et D.IV.8 - Utilisation en zone agricole

Le projet propose un usage agricole en phase avec les exigences écologiques actuelles, favorisant la biodiversité tout en maintenant l'intégralité fonctionnelle des parcelles agricoles. L'installation de jeux pour enfants permet de sensibiliser au passage créé et aux nouvelles formes d'agriculture et le chemin en bois répond à la nécessité de mieux aménager le chemin de promenade qui traverse déjà le site. Ces aménagements sont en phase avec l'orientation durable du CoDT, respectant l'affectation agricole tout en offrant une expérience éducative et naturelle pour les visiteurs.

- Sentier de randonnée : Maintien et valorisation du sentier existant pour offrir une plus-value au territoire.
- Mare à double niveau : Utilisée pour expérimenter de nouvelles formes d'agriculture en zone humide, offrant une dimension éducative au projet. Permet aussi de reprendre les eaux pluviales des toitures en cas de fortes pluies.
- Structures légères pour enfants : Promouvoir l'agriculture auprès des plus jeunes avec des activités ludiques et éducatives.
- Zone de repos : Offre un espace pour les promeneurs tout en valorisant le paysage agricole.

### 3. Dérogation au GRU :

#### Dérogation à l'article 419 - Implantation des bâtiments, toitures, matériaux et façades

##### a) Implantation et respect du relief

- Règle : L'implantation des volumes doit respecter le relief du sol et suivre les lignes de force du paysage.
- Dérogation demandée : Excavations prévues pour intégrer les parkings ouverts sous les bâtiments.

Justification : Les excavations sont minimisées pour préserver la végétation environnante, renforçant ainsi l'intégration paysagère. Les déblais seront réutilisés un maximum pour les remblais sur le site. Nous avons également déjà discuté avec la DNF qui souhaiterait récupérer 50% des terres rocheuses excavées.

##### b) Parkings invisibles depuis la voirie

- Règle : Les garages doivent être situés de plain-pied avec la voirie.
- Dérogation demandée : Les parkings seront semi-enterrés sous les bâtiments.

Justification : Cela permet de maintenir l'intégrité visuelle du site et de minimiser l'impact visuel des véhicules. Cela permet de maintenir au maximum la topographie du site et d'intégrer les parkings sous les bâtiments et non pas sur le site naturel, son caractère rural en étant ainsi préservé.

c) Toitures plates et végétalisées

- Règle : Les volumes principaux doivent comprendre une toiture à deux versants droits.
- Dérogation demandée : Utilisation de toitures plates végétalisées.

Justification : Les toitures plates favorisent la gestion des eaux pluviales et permettent l'installation de panneaux solaires, contribuant à l'intégration écologique et à la durabilité du projet. Elles permettent aussi de mieux intégrer les bâtiments dans la pente. Ils suivent ainsi avec leurs toitures plates la pente du site, de manière plus harmonieuse sans forme (pente de toiture) venant trancher avec la pente du site.

d) Baies vitrées larges et dominantes

- Règle : Les baies doivent avoir une dominante verticale.
- Dérogation demandée : Utilisation de grandes baies vitrées.

Justification : Ces baies maximisent les vues panoramiques et créent une continuité entre l'intérieur et l'environnement naturel. Elles permettent un apport de lumière naturelle pour les logements orientés Nord. Elles diminuent ainsi les consommations énergétiques nécessaires à l'apport de lumière artificielle.

e) Matériaux et textures en harmonie avec la nature

- Règle : Les matériaux doivent s'harmoniser avec les volumes voisins.
- Dérogation demandée : Utilisation du bois teinté noir et d'une structure métallique noire.

Justification : Le choix du bois teinté noir s'inspire de la couleur sombre des troncs d'arbres par temps humide, créant une fusion visuelle avec le paysage environnant. Néanmoins, l'utilisation de pierre locale a également été intégrée au projet en plus de cela, pour les socles des bâtiments sur un niveau entier et également pour les murets dans les aménagements paysagers guidant les habitants vers les logements.

#### 4. DEROGATIONS A L'ARTICLE 426 DU GRU (REGION ARDENNAISE)

a) Implantation des volumes

- Règle : Le volume principal doit être implanté sur l'alignement ou avec un recul limité.
- Dérogation demandée : Implantation en retrait de l'alignement.

Justification : L'implantation suit le relief du terrain pour minimiser l'impact visuel et favoriser une gestion optimale des eaux pluviales. Elle permet également de mieux intégrer les arbres existants en gardant les plantations en limite de voirie. Les qualités paysagères du site sont ainsi préservées.

b) Proportions des volumes et hauteur sous gouttière

Proportions des volumes et rapport façade/pignon

- Règle : Le rapport façade/pignon doit être compris entre 1 et 1,5.
- Dérogation demandée : Pour la typologie des bâtiments « Versants ».

Justification : La faible largeur des bâtiments permet une meilleure intégration dans le paysage, avec des espaces naturels de 40 mètres entre eux pour permettre le développement de la végétation.

**Hauteur sous gouttière**

- Règle : Hauteur limitée à trois niveaux.
- Dérogation demandée : Hauteur sous gouttière supérieure à trois niveaux.

Justification : L'adaptation à la pente permet une meilleure intégration dans la pente du site.

**c) Matériaux de parement et couverture**

- Règle : Le matériau de parement doit être en grès schisteux, maçonnerie ou enduit gris.
- Dérogation demandée : Utilisation de bois teinté noir et de toitures plates végétalisées.

Justification : Le choix du bois teinté noir s'inspire de la couleur sombre des troncs d'arbres par temps humide, créant une fusion visuelle avec le paysage environnant. Néanmoins, l'utilisation de pierre locale a également été intégrée au projet en plus de cela, pour les socles des bâtiments sur un niveau entier et également pour les murets dans les aménagements paysagers guidant les habitants vers les logements. Les toitures végétalisées contribuent à la durabilité et à la gestion des eaux pluviales.

Le but du projet est de préserver et revaloriser la partie boisée sur le haut et la pente du site, de maintenir la fonction agricole mais de proposer des pour la rendre plus attractives.

Les dérogations demandées visent à intégrer le projet dans le relief naturel tout en respectant les objectifs écologiques de durabilité et de préservation des paysages. Le projet combine des aménagements légers, des matériaux naturels et une gestion écologique des ressources, offrant ainsi une contribution positive à l'environnement local et à la communauté.

## Cadre 7 - Code de l'Environnement

La demande comporte (joindre en annexe): [voir annexe](#)

- ☐ Une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement
- ☐ Une étude d'incidences sur l'environnement

## Cadre 8 – Décret relatif à la gestion des sols

Vérifier les données relatives au bien inscrites dans la banque de données au sens du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à l'assainissement et à la gestion des sols

Joindre en annexe, les documents requis en application du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à l'assainissement et à la gestion des sols et de ses arrêtés d'application

## Cadre 9 – Code wallon du Patrimoine

La demande comporte (joindre en annexe) :

- ☐ Une autorisation patrimoniale valide lorsqu'elle est requise par le Code wallon du Patrimoine et qu'elle porte, en tout ou en partie, sur des actes et travaux qui font l'objet de la demande de permis d'urbanisme.



- Un avis archéologique préalable sur grand projet valide lorsqu'il est requis par le Code wallon du Patrimoine et que la demande d'avis porte, en tout ou en partie, sur des actes et travaux qui font l'objet de la demande de permis d'urbanisme ou une copie de la demande d'avis archéologique préalable sur grand projet lorsque l'Administration du Patrimoine n'a pas délivré cet avis dans le délai prescrit.

## Cadre 10 - Annexes à fournir

La liste des documents à déposer en quatre exemplaires est la suivante :

- ☐ un plan représentant le contexte urbanistique et paysager qui permet de situer le projet dans un rayon de deux cents mètres du projet et qui figure :
  - ☐ l'orientation ;
  - ☐ les voies de desserte avec indication de leur statut juridique et de leur dénomination ;
  - ☐ l'implantation, la nature ou l'affectation des constructions existantes dans un rayon de 50 mètres du projet ;
  - ☐ l'indication numérotée des prises de vues du reportage photographique ;
- ☐ un reportage photographique en couleurs qui permet la prise en compte du contexte urbanistique et paysager dans lequel s'insère le projet et qui contient au minimum :
  - ☐ deux prises de vues, l'une à front de voirie, montrant la parcelle et les immeubles la jouxtant, l'autre montrant la ou les parcelles en vis-à-vis de l'autre côté de la voirie ;
  - ☐ au moins trois prises de vues afin de visualiser les limites du bien concerné et les constructions voisines ;
- ☐ l'occupation de la parcelle, représentée sur un plan, qui figure :
  - ☐ les limites de la parcelle concernée et sa superficie ;
  - ☐ le cas échéant, l'implantation des constructions existantes sur la parcelle ;
  - ☐ les servitudes du fait de l'homme sur le terrain ;
  - ☐ la localisation des plantations et l'indication de leurs essences ;
  - ☐ l'indication des arbres existants à maintenir ;
  - ☐ le cas échéant, le type de clôtures ;
  - ☐ en cas d'abattage, de préjudice au système racinaire ou de la modification apportée à l'aspect d'un ou plusieurs arbres, arbustes ou haies remarquables, l'identification de l'arbre, de l'arbuste par le nom du genre et de l'espèce, sa circonférence mesurée à 1,50 mètre du niveau du sol, ou la nature de la haie, son âge estimé, , ainsi que le mode de répartition isolé ou en groupe;
  - ☐ la situation prévue après la culture intensive d'essences forestières, le déboisement, l'abattage d'un ou plusieurs arbres, arbustes, allées ou haies, le défrichement ou la modification de la végétation, la culture de sapins de Noël.

**Les plans sont numérotés et pliés au format standard de 21 sur 29,7centimètres.**

## Cadre 11 – Signatures

Je m'engage à solliciter les autorisations ou permis imposés, le cas échéant, par d'autres lois, décrets ou règlements.

**Signature du demandeur**  
**Pour ARE<sup>3</sup>**

Anthony PIETTE



**Signature de l'architecte**  
**Abdelmajid Boulaïoun, pour MULTIPLE architecture & urbanism**



### ***Extrait du Code du Développement Territorial***

#### **Art. D.IV.33**

Dans les trente jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 :

1° si la demande est complète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué envoie un accusé de réception au demandeur. Il en envoie une copie à son auteur de projet ;

2° si la demande est incomplète, le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin, ou le fonctionnaire délégué adresse au demandeur, par envoi, un relevé des pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de leur réception. Il en envoie une copie à son auteur de projet. Le demandeur dispose d'un délai de 180 jours pour compléter la demande ; à défaut, la demande est déclarée irrecevable. Toute demande qualifiée d'incomplète à deux reprises est déclarée irrecevable.

Lorsque le collège communal ou la personne qu'il délègue à cette fin n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1°, ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2°, dans le délai de trente jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie si le demandeur adresse au fonctionnaire délégué une copie du dossier de demande qu'il a initialement adressé au collège communal, ainsi que la preuve de l'envoi ou du récépissé visé à l'article D.IV.32. Le demandeur en avertit simultanément le collège communal. À défaut d'envoi de son dossier au fonctionnaire délégué dans les quarante jours de la réception de l'envoi ou du récépissé de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n° 2 visés à l'article D.IV.32, la demande est irrecevable. Lorsque, dans le même délai de quarante jours, le collège communal n'a pas informé par

envoi le fonctionnaire délégué du délai dans lequel la décision du collège communal est envoyée, le fonctionnaire délégué détermine lui-même ce délai sur base du dossier et des consultations obligatoires. Ce délai s'impose au collège communal, qui en est averti par envoi.

Lorsque le fonctionnaire délégué n'a pas envoyé au demandeur l'accusé de réception visé à l'alinéa 1er, 1°, ou le relevé des pièces manquantes visé à l'alinéa 1er, 2°, dans le délai de trente jours, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie.

#### **Art. R.IV.26-1 §1 et 2**

§ 1er. La demande de permis d'urbanisme est introduite en utilisant le formulaire repris en annexe 4 qui en fixe le contenu pour les projets qui requièrent le concours obligatoire d'un architecte.

Lorsque la demande de permis d'urbanisme porte exclusivement sur la modification de la destination de tout ou partie d'un bien au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1er, 7°, du Code elle est introduite en utilisant le formulaire repris en annexe 5 qui en fixe le contenu.

Lorsque la demande de permis d'urbanisme porte exclusivement sur l'implantation d'un commerce au sens de l'article D.IV.4, alinéa 1er, 8°, du Code, elle est introduite en utilisant le formulaire repris en annexe 5/1 qui en fixe le contenu.

Lorsque la demande de permis d'urbanisme porte exclusivement sur la modification sensible du relief du sol au sens de l'article D.IV.4, 9°, du Code ou sur l'utilisation d'un terrain pour le dépôt d'un ou plusieurs véhicules usagés, de mitrilles, de matériaux ou de déchets ou pour le placement d'une ou plusieurs installations mobiles au sens de l'article D.IV.4, 15°, du Code ou sur des actes et travaux d'aménagement au sol aux abords d'une construction autorisée, elle est introduite en utilisant le formulaire repris en annexe 6 qui en fixe le contenu.

Lorsque la demande de permis d'urbanisme porte exclusivement des actes de boisement, de déboisement, d'abattage d'arbres isolés à haute tige, de haies ou d'allées, de culture de sapins de Noël, d'abattage, qui portent préjudice au système racinaire, ou de modification de l'aspect d'un ou plusieurs arbres, arbustes ou haies remarquables, de défrichement, de modification de la végétation d'une zone dont le Gouvernement juge la protection nécessaire, elle est introduite en utilisant le formulaire repris en annexe 7 qui en fixe le contenu.

Lorsque la demande de permis porte exclusivement sur des travaux techniques, elle est introduite en utilisant le formulaire repris en annexe 8 qui en fixe le contenu.

Lorsque la demande de permis porte exclusivement sur des actes et travaux de démolition ou dispensés du concours d'un architecte autres que ceux visés aux alinéas 2 à 6, elle est introduite en utilisant le formulaire repris en annexe 9 qui en fixe le contenu.

Lorsque la demande de permis couvre des objets distincts qui nécessitent des formulaires différents, ceux-ci sont annexés au dossier et forment une seule demande de permis.

§ 2. La demande de permis d'urbanisation ou de modification du permis d'urbanisation est introduite en utilisant le formulaire repris en annexe 10 qui en fixe le contenu.

#### **Art. R.IV.26-3**

Moyennant accord préalable de l'autorité compétente ou de la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou du fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16, le demandeur peut produire les plans à une autre échelle que celles arrêtées.

À titre exceptionnel, l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut solliciter la production de documents complémentaires si ceux-ci sont indispensables à la compréhension du projet. Ces documents complémentaires sont mentionnés dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°.

Le nombre d'exemplaires à fournir est fixé dans les annexes 4 à 11 visées à l'article R.IV.26-1.

Lorsque l'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 sollicite des exemplaires supplémentaires auprès du demandeur, elle le mentionne dans le relevé des pièces manquantes visé à l'article D.IV.33, alinéa 1er, 2°. Le nombre de ces exemplaires complémentaires ne peut dépasser celui des avis à solliciter.

L'autorité compétente ou la personne qu'elle délègue en vertu de l'article D.IV.33 ou le fonctionnaire délégué lorsqu'il est l'autorité chargée de l'instruction des demandes de permis visées aux articles D.II.54, D.IV.25 et D.V.16 peut inviter le demandeur à communiquer l'exemplaire supplémentaire sur support informatique en précisant le format du fichier y relatif.

## ***Protection des données***

L'exigence de fourniture de données à caractère personnel a un caractère réglementaire.

Conformément à la réglementation en matière de protection des données et au Code du développement territorial (CoDT), les informations personnelles communiquées ne seront utilisées par la Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie du Service public de Wallonie, si la demande est introduite auprès d'un fonctionnaire délégué, ou par la commune, si la demande est introduite auprès d'une commune, qu'en vue d'assurer le suivi de votre dossier.

Ces données ne seront communiquées qu'aux autorités, instances, commissions et services prévus dans le CoDT, et particulièrement son livre IV. Le SPW ou la commune peut également communiquer vos données personnelles à des tiers si la loi l'y oblige ou si le SPW ou la commune estime de bonne foi qu'une telle divulgation est raisonnablement nécessaire pour se conformer à une procédure légale, pour les besoins d'une procédure judiciaire.

Ces données ne seront ni vendues ni utilisées à des fins de marketing.

Elles seront conservées aussi longtemps que le permis ou le certificat d'urbanisme est valide. Pour les permis ou certificats d'urbanisme périmés, les données électroniques seront conservées sous une forme minimisée permettant au SPW ou à la commune de savoir qu'un permis ou certificat d'urbanisme vous a été attribué et qu'il est périmé.

### **Si la demande est introduite auprès d'un fonctionnaire délégué :**

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès du fonctionnaire délégué.

Sur demande via un formulaire disponible sur l'ABC des démarches du Portail de la Wallonie, vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l'information sur un traitement qui vous concerne. Le Délégué à la protection des données du Service public de Wallonie en assurera le suivi. Toute correspondance est à adresser à [dpo@spw.wallonie.be](mailto:dpo@spw.wallonie.be) ou au Directeur Général du SPW – TLPE, rue des Brigades d'Irlande, 1 à 5100 Jambes.

Pour plus d'informations sur la protection des données à caractère personnel au SPW, rendez-vous sur l'ABC des démarches du Portail de la Wallonie.

**Si la demande est introduite auprès d'une commune :**

Vous pouvez gratuitement rectifier vos données ou en limiter le traitement auprès de la commune.

Vous pouvez gratuitement avoir accès à vos données ou obtenir de l'information sur un traitement qui vous concerne en contactant le responsable du traitement, le Délégué à la protection des données (ou Data Protection Officer- DPO) dont vous trouverez les coordonnées sur le page web [codt.wallonie.be](http://codt.wallonie.be) ou en adressant un courrier au Directeur Général du SPW – TLPE, rue des Brigades d'Irlande, 1 à 5100 Jambes.

Enfin, si dans le mois de votre demande, vous n'avez aucune réaction du SPW lorsque la demande est introduite auprès du fonctionnaire délégué, ou de la commune lorsque la demande est introduite auprès de la commune, vous pouvez introduire une réclamation sur le site internet de l'Autorité de protection des données (APD) : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/> ou contacter l'Autorité de protection des données pour introduire une réclamation à l'adresse suivante : 35, Rue de la Presse à 1000 Bruxelles ou via l'adresse courriel : [contact@apd-gba.be](mailto:contact@apd-gba.be)